

Pétrole et conflits communautaires au Nigeria : une perspective historique

Marc-Antoine Pérouse de Montclos *

Le Nigeria faisait ces derniers mois l'objet d'une attention internationale soutenue, dans la perspective de son retour au régime civil. Fin février 1999, le général Olusegun Obasanjo était finalement élu à la tête de l'Etat, entérinant le retour de l'armée dans les casernes. Mais l'agitation dans le sud-est du pays, du fait d'affrontements entre populations locales et sociétés pétrolières, reste un sujet de préoccupation majeure pour le nouveau gouvernement. Elle a repris avec vigueur depuis la fin de 1998 et a, par exemple, fait 200 morts dans la ville de Warri en juin 1999. A coups de sabotages, d'enlèvements et de rançons, les troubles dans ces régions pétrolifères du delta du Niger ne cessent de s'aggraver et menacent la stabilité de l'ensemble de la fédération.

A première vue, les minorités autochtones, essentiellement paysans ogoni et pêcheurs ijaw, paraissent simplement mener un mouvement de protestation contre la pollution provenant des compagnies pétrolières. En réalité, ces dernières ne sont qu'un objectif par défaut, plus facile à atteindre qu'un gouvernement fédéral trop longtemps aux mains des militaires. Le fond du problème touche à la redistribution d'une manne pétrolière qui assure l'essentiel des revenus du pays, mais qui a très peu bénéficié aux principales régions productrices, en l'occurrence le delta du Niger (1).

Le problème est flagrant (2). La part de l'Etat des Rivers dans la production pétrolière nationale, qui a pu atteindre 57 % en 1966, était par exemple de 44 % en 1983, soit environ 41 % des revenus de la fédération. Or à cette date, les Rivers ne recevaient qu'à peine 7 % de l'allocation fédérale partagée entre tous les Etats du pays. Une telle disproportion suscite bien entendu des mécontentements. Le sentiment d'injustice est d'autant plus grand que les Ogoni et les Ijaw de la côte ont soutenu la cause fédérale lorsque les Ibo, majoritaires dans l'arrière-pays, ont tenté

* CEPED, Institut de recherche pour le développement.

(1) Par delta nous faisons référence à une région géographique qui s'étend jusqu'à la Cross River en direction du Cameroun et par Delta à un Etat fédéré qui, créé en 1991, est de dimension beaucoup plus petite.

(2) Cf. E. Osaghae, *Nigeria since Independence : Crippled Giant*, Hurst, Londres, 1998, p. 20.

de faire sécession en pro-
tête d'un éphémère parti
plaint à sa manière : « S
raux, le Biafra, Midwest
général Gowon [au pouv
Etats de la côte le bénéfic

Des
voir central a en effet acc.
détriment des Etats et de
généraux Ibrahim Babang
concentré entre leurs main
décentralisés (4). D'une
obligé les oppositions à s.

Plut
time et véreuse, le mécon
tions communautaires do
tuels : la résistance des n
yoruba et haoussa qui ce
pour le contrôle d'un Et
locales. Les communauté
l'administration territorial
gnades ou de bagarres de

Un
de

Fondateur du Mouvement
Saro-Wiwa, devenu célèb
procès inique par la junte
certainement la personnal
combat. Les Ogoni sont l
tional des minorités sans l
a été fondé en 1990 et qu
leur cause devant la Com
tariat du Commonwealth.
été en reste et, dès octobr
(« The Heat of the Mome

Sarc
ment, rhétorique à la mo
MOSOP a demandé des
pétrolière. Plus d'un milli
depuis 1960, contaminant
localement. Les puits d'e
place de l'eau que l'on tr
ment inexploité, le gaz n

(3) H. Dappa-Biriye, *Exposé sur*
vier 1990, p. 26.

(4) P. Lewis, « From Prebendalis
Modern African Studies, vol. 34,

(5) Julius O. Ihonvbere, « Are 7
Nigeria », *Journal of Modern Afr.*

Fonds Documentaire ORSTOM



010019557

Fonds Documentaire ORSTOM

Cote : B* 19557 Ex 1

de faire sécession en proclamant une République du Biafra en 1967. Chef ijaw à la tête d'un éphémère parti local dans les années 1960, Harold Dappa Biriye s'en est plaint à sa manière : « Si les minorités n'avaient pas combattu aux côtés des fédéraux, le Biafra, Midwest inclus, serait devenu une réalité. En échange de quoi le général Gowon [au pouvoir à l'époque] a récompensé cette loyauté en retirant aux Etats de la côte le bénéfice des royalties du pétrole offshore » (3).

Des trois acteurs constitutifs du fédéralisme nigérian, le pouvoir central a en effet accaparé et détourné la majeure partie des revenus pétroliers au détriment des Etats et des collectivités locales (carte 1). Les régimes militaires des généraux Ibrahim Babangida (1985-1993) puis Sani Abacha (1993-1998) ont même concentré entre leurs mains des réseaux de patronage et de corruption autrefois assez décentralisés (4). D'une certaine manière, le durcissement de la dictature Abacha a obligé les oppositions à se replier sur une base ethnique (5).

Plutôt que de compter sur une administration défailante, illégitime et véreuse, le mécontentement des habitants s'est exprimé à travers des associations communautaires dont l'audience évolue, elle aussi, dans trois cercles conflictuels : la résistance des minorités autochtones face aux trois principaux groupes ibo, yoruba et haoussa qui composent l'essentiel du pays ; les affrontements ethniques pour le contrôle d'un Etat fédéré ; les luttes claniques pour l'accès aux ressources locales. Les communautés du delta ont autant cherché à investir les instruments de l'administration territoriale qu'à déplacer le combat sur le terrain à coups d'empoignades ou de bagarres de rues, voire de tentatives d'épuration ethnique.

**Afrique
contemporaine**
N° 190
2^e trimestre 1999

études

21

● Une dérive indigéniste des revendications

Fondateur du Mouvement pour la survie du peuple ogoni (MOSOP), l'écrivain Ken Saro-Wiwa, devenu célèbre dans le reste du monde depuis qu'il a été pendu après un procès inique par la junte militaire du général Sani Abacha en novembre 1995, est certainement la personnalité qui a le mieux su médiatiser et internationaliser un tel combat. Les Ogoni sont le seul groupe du Nigeria à faire partie d'un lobby international des minorités sans Etat, l'Unrepresented Nations and Peoples Organisation, qui a été fondé en 1990 et qui s'est réuni à La Haye en 1992. Ils ont notamment défendu leur cause devant la Commission des droits de l'homme aux Nations unies, le secrétariat du Commonwealth, l'Union européenne et Greenpeace. Les médias n'ont pas été en reste et, dès octobre 1992, Channel 4 a diffusé à leur propos un documentaire (« The Heat of the Moment », de Glen Ellis et Kay Bishop).

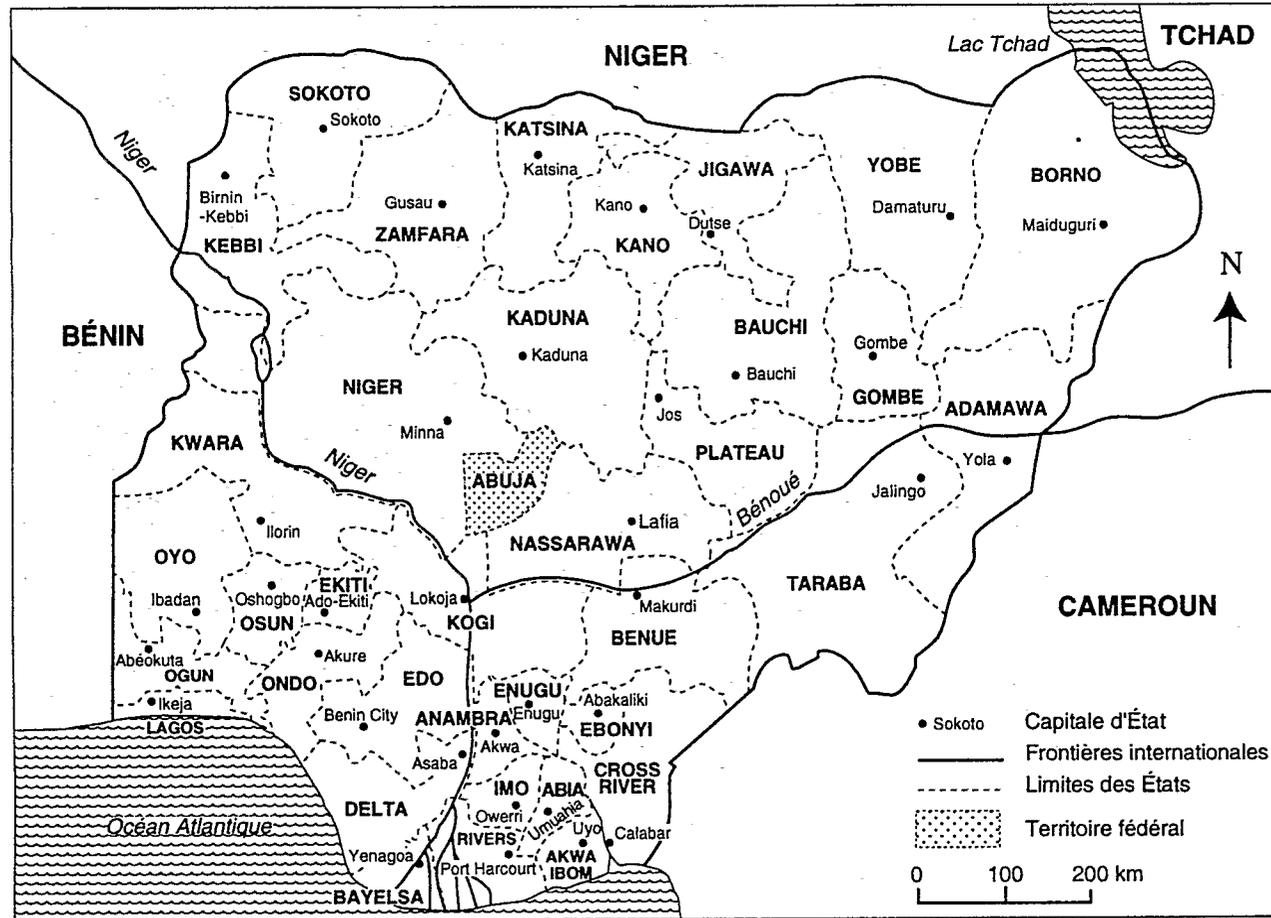
Saro-Wiwa a su habilement exploiter le thème de l'environnement, rhétorique à la mode en Occident, mais ignorée au Nigeria jusqu'alors. Le MOSOP a demandé des compensations pour les dégâts occasionnés par l'industrie pétrolière. Plus d'un million de barils de pétrole auraient été répandus dans la nature depuis 1960, contaminant l'eau potable et tuant le poisson dont vivent les pêcheurs localement. Les puits d'extraction ont aussi pour inconvénient de se débarrasser sur place de l'eau que l'on trouve mélangée aux hydrocarbures dans le sous-sol. Largement inexploité, le gaz naturel qui s'échappe des forages à pétrole est quant à lui

(3) H. Dappa-Biriye, *Exposé sur la fondation du Rivers State*, Université de Port Harcourt, polycop., 17 janvier 1990, p. 26.

(4) P. Lewis, « From Prebendalism to Predation : The Political Economy of Decline in Nigeria », *Journal of Modern African Studies*, vol. 34, n° 1, mars 1996, p. 79-103.

(5) Julius O. Ihonvbere, « Are Things Falling Apart ? The Military and the Crisis of Democratisation in Nigeria », *Journal of Modern African Studies*, vol. 34, n° 2, juin 1996, p. 215.

1. - Les 36 Etats du Nigeria en 1996



Source : M.-A. Pérouse de Montclos, IRD.

brûlé dans l'atmosphère partent ainsi en fumée l'échelle planétaire. Fa desservant les bases pe les terres de part et d'a

La tendance perceptible de formation du Conseil n colonialisme interne à Groupe international de Survival International de Massachussets en 1972 des peuples autochtones: verts 350 millions de «

S

Leur discours écologique exemple vu apparaître d'Afrique (EMIROAF) communal à Bonny, g nationalité ethnique izo mouvement pour la sur un front Chikoko (du n mouvement pour la col biri en 1956 a été le pr munautés lésées, nomt n° 169 de l'ONU en 15 pendants », voire les di sur « la protection et tribales », qui faisait à l travail en 1953 sur la «

Lyrisme, dénonçant par la définition académiqu retour à la terre. Saro-V sur les vertus de la tra colonisation européenne dateur en 1971 d'une é de l'Union centrale ogg réduit son combat à l'ai

des autres communautés: les Isoko, les Ifaw et le sont tout aussi affectés

(6) J. Burger, *Report from the bridge* (Mass.), 1987 ; B. All minorités et développement », p. 87-119.

(7) *West Africa* (Londres), 14

(8) K. Saro-Wiwa, *A Month in*

brûlé dans l'atmosphère ; les trois quarts de la production nigériane de gaz naturel partent ainsi en fumée, ce qui n'est pas sans conséquences sur l'effet de serre à l'échelle planétaire. Faute de drainage approprié, enfin, la construction des routes desservant les bases pétrolières bloque l'écoulement des eaux et inonde ou assèche les terres de part et d'autre du tracé des voies.

Les revendications du MOSOP se sont ainsi inscrites dans une tendance perceptible depuis la poussée écologiste des années 1970, marquée par la formation du Conseil mondial des peuples autochtones en 1975, la dénonciation du colonialisme interne à l'ONU et l'agitation des organisations dites indigénistes : le Groupe international de travail sur les affaires autochtones à Copenhague en 1968, Survival International à Londres en 1969, Cultural Survival à Cambridge dans le Massachussets en 1972, le Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones à Genève en 1978, etc. Les 500 000 Ogoni se sont découverts 350 millions de « cousins » minoritaires dans 70 pays du monde (6).

Succès et limites d'un discours radical

Leur discours écologico-ethnique a d'ailleurs fait des émules dans la région. On a par exemple vu apparaître une organisation pour le droit des minorités ethniques d'Afrique (EMIROAF), interdite en 1992, une association pour le développement communal à Bonny, gros terminal pétrolier, un mouvement pour la survie de la nationalité ethnique izon dans le delta du Niger (MOSIEND), à dominante ijaw, un mouvement pour la survie du peuple itsekiri (ITSURMOV), dans la région de Warri, un front Chikoko (du nom de la terre à mangrove), à vocation trans-ethnique, et un mouvement pour la collectivité locale d'Ogbia (MORETO), où le gisement d'Oloibiri en 1956 a été le premier du pays à être mis en exploitation (7). Parmi les communautés lésées, nombre d'entre elles pouvaient en effet invoquer la convention n° 169 de l'ONU en 1989 sur « les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants », voire les dispositions plus paternalistes de la convention n°107 de 1957 sur « la protection et l'intégration des populations indigènes, tribales ou semi-tribales », qui faisait à l'époque suite à un rapport de l'Organisation internationale du travail en 1953 sur la « marginalité économique ».

Le problème de Saro-Wiwa a été de se laisser emporter par son lyrisme, dénonçant par exemple le génocide des Ogoni, une exagération au regard de la définition académique du terme. Comme certains de ces écologistes qui prônent un retour à la terre, Saro-Wiwa, « le premier fils » en ogoni, a tenu des propos étonnants sur les vertus de la tradition et la possibilité de recréer les sociétés détruites par la colonisation européenne (8). Secrétaire de l'Union ogoni dans les années 1950, fondateur en 1971 d'une éphémère Association pour le développement ogoni, président de l'Union centrale ogoni dans les années 1980, initiateur du MOSOP en 1990, il a réduit son combat à l'affirmation d'une entreprise ethnique.

Il n'a ainsi jamais réussi à lancer des passerelles en direction des autres communautés qui connaissaient des problèmes similaires, tels les Urhobo, les Isoko, les Ijaw et les Itsekiri de la région de Warri. D'autres groupes de la côte sont tout aussi affectés par l'exploitation pétrolière, sans même parler des minorités

**Afrique
contemporaine**
N° 190
2^e trimestre 1999

études

23

(6) J. Burger, *Report from the Frontier : The State of the World's Indigenous People*, Cultural Survival, Cambridge (Mass.), 1987 ; B. Albert, « Anthropologie appliquée ou anthropologie impliquée ? Ethnographie, minorités et développement », in : J.-F. Baré (éd.), *Les applications de l'anthropologie*, Karthala, Paris, 1995, p. 87-119.

(7) *West Africa* (Londres), 14 février 1994, p. 255-256 ; *Times Week* (Lagos), 21 février 1994, p. 20-28.

(8) K. Saro-Wiwa, *A Month and a Day. A Detention Diary*, Penguin, Londres, 1995, p. 191.

du Nord musulman, beaucoup moins développé. La revendication « égoïste » quant au principe de dérivation, qui favorise les régions riches, va à l'encontre des nécessités fédéralistes de rééquilibrage territorial et de péréquation. Les Ogoni ont été particulièrement vindicatifs à cause de la forte personnalité de leur leader et non parce qu'ils étaient les plus à plaindre (9).

Alors que Ken Saro-Wiwa était derrière les barreaux, son mouvement n'a pas non plus su profiter des grèves du secteur pétrolier à l'été 1994 ; le meneur du syndicat NUPENG, Frank Kokori, emprisonné par le régime Abacha, était un Ijaw. Les Ibo de l'hinterland, eux, n'avaient sans doute pas pardonné à Saro-Wiwa d'avoir été favorable à la confiscation de leurs biens à Port Harcourt quand il y avait été ministre de l'éducation de l'Etat des Rivers entre 1970 et 1973 (10). Le chantre de la cause ogoni a été un opposant de toujours au Biafra, qu'il écrivait avec un petit « b », et à son leader Odumegwu Ojukwu, qu'il décrivait comme un lâche et un tyran.

Un mouvement divisé

Le MOSOP, enfin, s'est avéré incapable de surmonter ses divisions internes entre une tendance dure, celle de K. Saro-Wiwa, et une tendance plus conciliatrice, celle du premier président du mouvement, G.B. Leton. Tandis que la première refusait la reprise des activités pétrolières en échange de compensations pour les victimes de la répression, la seconde accusait Saro-Wiwa d'avoir couvert les excès des milices ogoni. Tandis que la première boycottait les élections présidentielles de 1993, la seconde joua le jeu des militaires. Ce sont probablement des membres du NYCOP, le très radical Conseil national de la jeunesse ogoni, qui ont débordé la ligne d'action « pacifique » du MOSOP et qui ont tué quatre notables favorables au pouvoir, entraînant la pendaison de Saro-Wiwa par le régime Abacha.

Les militaires ont évidemment exploité ces dissensions et ont rajouté de l'huile sur le feu en soutenant des organisations rivales comme le Peace-keeping Movement in Ogoniland et la Patriotic Ogoni Youth (11). Saro-Wiwa était un personnage controversé à qui on reprochait d'avoir voulu récupérer à son profit la contestation contre les compagnies pétrolières. N'avait-il pas collaboré à la junte du général Babangida en étant directeur de l'organisme de propagande MAMSER en 1987-1988 ? De son propre aveu, il a monté le MOSOP en réaction aux élites politiques traditionnelles et en profitant de ce qu'elles avaient été mises à l'écart de la III^e République en 1992. En discréditant une chefferie corrompue par les pétroliers et en exaspérant une jeunesse au chômage qui voyait à portée de main partir en fumée la principale source de richesses du Nigeria, Saro-Wiwa s'est attiré l'opposition des Ogoni au gouvernement et des clans Babbe, Ken Khana et Nyo Khana (12).

(9) E. Osaghae, « The Ogoni Uprising : Oil Politics, Minority Agitation and the Future of the Nigerian State », *African Affairs*, vol. 94, n° 376, juillet 1995, p. 331-332 et 341.

(10) K. Saro-Wiwa, *On a Darkling Plain. An Account of the Nigerian Civil War*, Saros, Port Harcourt, 1989, p. 88.

(11) CLO, *Annual Report. 1994*, Civil Liberties Organisation, Lagos, 1995, p. 209 ; K. Saro-Wiwa, *op. cit.*, 1995, p. 178 ; HRW, *Nigeria, Permanent Transition*, Human Rights Watch, New York, 27 septembre 1996, p. 41. Voir aussi CLO, *Ogoni, Trials and Travails*, Civil Liberties Organisation, Lagos, 1996.

(12) K. Saro-Wiwa, *op. cit.*, 1995, p. 54-55 et 66 ; E. Osaghae, *op. cit.*, 1995, p. 334 ; *The Guardian* (Lagos), 26 septembre 1993, p. 13 et 12 octobre 1993, p. 8 ; *West Africa* (Londres), 11 janvier 1993, p. 10 ; M.-A. Pérouse de Montclos, « Ken Saro-Wiwa ou comment fabriquer un martyr ogoni », *Le Monde* (Paris), 16 novembre 1995.

Des
po
Somme toute, les conflits
pective assez banale d'un
nécessite une remise en po

L'or
même façon qu'au XIX^e s
velle source de richesses,
pour moitié par des Brit
devise de l'époque. Au N
dont un tiers n'arrivaient
venaient pas de révoltes de
de palais au sein d'une n
guerres intestines et abou
Bonny, Okrika et Nembe,
Calabar et les Obolo de D

Des

La mémoire de l'esclavag
se font maintenant la gu
côte face aux populations
Efik de Calabar et les Ibit
et les Ibo trouve ses racin
pétrole n'oblige pas moir
nales qui ne voudraient y
ciers. Les clivages sont au

En c
risé le niveau d'instructi
des places de choix dans
C'est flagrant dans la vill
les Portugais depuis le X
Warri ont fourni l'essenti
temps été plus aisés et n
fois plus nombreux qu'eu
d'élèves urhobo atteigne

(13) D'après certains auteurs, le
avant l'arrivée des Portugais et il
ou *kwiri* chez les Ogoni par exer
1902, mais avaient toujours cour
la monnaie de l'Afrique de l'Or
ment raison des usages monétair
Methods of Accumulating Wealt
p. 130-158 ; G.I. Jones, « Nativ
Centuries », *Africa*, vol. 28, n°
tory », *Journal of the Historical*

(14) K.O. Dike, *Trade and Poli*
E.J. Alagoa, « Long Distance Tr
1970, p. 319-329.

(15) Voir par exemple A.F.C. R
(16) P.C. Lloyd, « Ethnicity an
A. Cohen (ed), *Urban Ethnicity*,

Des luttes historiques pour l'accès aux ressources

Somme toute, les conflits liés à l'exploitation du pétrole s'inscrivent dans la perspective assez banale d'un combat pour l'accès aux ressources. Leur compréhension nécessite une remise en perspective historique.

L'or noir enflamme aujourd'hui des problèmes locaux de la même façon qu'au XIX^e siècle le commerce des esclaves avec les Européens, nouvelle source de richesses, provoquait des luttes sanglantes pour son contrôle. Tenue pour moitié par des Britanniques, cette traite se faisait en manilles de cuivre, la devise de l'époque. Au Nigeria, elle a concerné jusqu'à 130 000 esclaves par an, dont un tiers n'arrivaient jamais à destination (13), et attisé des tensions qui ne provenaient pas de révoltes de ces esclaves, mais de rivalités ethniques ou de révolutions de palais au sein d'une même maison royale (14). La compétition a multiplié les guerres intestines et abouti à la création de petites cités-Etats marchandes comme Bonny, Okrika et Nembe, contre qui s'étaient par exemple alliés les Kalabari de New Calabar et les Obolo de Dony Town (Andoni).

Des clivages marqués par le commerce côtier

La mémoire de l'esclavage, justement, peut encore imprégner des communautés qui se font maintenant la guerre, en particulier les intermédiaires des marchands de la côte face aux populations razzisées plus à l'intérieur du pays. L'opposition entre les Efik de Calabar et les Ibibio, les Itsekiri de Warri et les Urhobo ou les Ijaw de la côte et les Ibo trouve ses racines dans ce passé. La dimension matérialiste des conflits du pétrole n'oblige pas moins à réviser les jugements des autorités ou des multinationales qui ne voudraient y voir que la résurgence de vieux litiges ethniques et fonciers. Les clivages sont aussi de nature sociale.

En effet, un contact précoce avec les Européens a souvent favorisé le niveau d'instruction des populations de la côte, leur permettant de se tailler des places de choix dans la fonction publique, puis les compagnies pétrolières (15). C'est flagrant dans la ville de Warri, qui entretenait des relations commerciales avec les Portugais depuis le XVI^e siècle. Avec la colonisation britannique, les Itsekiri de Warri ont fourni l'essentiel des fonctionnaires de l'administration locale. Ils ont longtemps été plus aisés et mieux éduqués que des Urhobo de l'hinterland pourtant dix fois plus nombreux qu'eux. Il a fallu attendre les années 1930 pour que le nombre d'élèves urhobo atteigne celui des Itsekiri dans les écoles primaires de Warri (16).

(13) D'après certains auteurs, les communautés du delta avaient en fait développé une économie de marché avant l'arrivée des Portugais et ils utilisaient comme moyen d'échange des monnaies en bronze appelées *kugi* ou *kwiri* chez les Ogoni par exemple. Les manilles de cuivre, elles, furent interdites d'importation à partir de 1902, mais avaient toujours cours en 1946 quand le colonisateur décida de les racheter et de les remplacer par la monnaie de l'Afrique de l'Ouest britannique. L'introduction d'une livre nigérienne en 1959 eut définitivement raison des usages monétaires datant de la traite. Cf. Sonpie Kpone-Tonwe, « Property Reckoning and Methods of Accumulating Wealth among the Ogoni of the Eastern Niger Delta », *Africa*, vol. 67, n° 1, 1997, p. 130-158 ; G.I. Jones, « Native and Trade Currencies in Southern Nigeria during the XVIIIth and XIXth Centuries », *Africa*, vol. 28, n° 1, p. 43-54 ; A.H.M. Kirk-Greene, « The Major Currencies in Nigerian History », *Journal of the Historical Society of Nigeria*, vol. 2, n° 1, 1960, p. 145-146.

(14) K.O. Dike, *Trade and Politics in the Niger Delta, 1830-1885*, Clarendon Press, Oxford, 1956, 250 p. ; E.J. Alagoa, « Long Distance Trade and States in the Niger Delta », *Journal of African History*, vol. 9, n° 3, 1970, p. 319-329.

(15) Voir par exemple A.F.C. Ryder, *Benin and the Europeans, 1485-1897*, Longman, Londres, 1969.

(16) P.C. Lloyd, « Ethnicity and the Structure of Inequality in a Nigerian Town in the Mid-1950's », in : A. Cohen (ed), *Urban Ethnicity*, Tavistock, Londres, 1974, p. 231-233.

C'est progressivement que de jeunes lettrés devaient alors rattraper leur retard et fonder une Urhobo Progress Union pour défendre les intérêts de leur communauté. Avec la poussée urbaine, les Itsekiri sont devenus minoritaires, y compris dans leur quartier traditionnel d'Okere, et ils ne représentaient déjà plus que 15 % de la population de Warri au recensement de 1952. La ruée sur l'or noir devait ensuite précipiter vers la ville d'autres migrants comme les pêcheurs ijaw et déplacer les conflits à l'encontre des nouveaux venus, ainsi qu'en témoignent les attaques de la fin 1998.

Les inégalités du développement local

En matière de développement, le retard de certaines communautés et la rapidité avec laquelle elles l'ont comblé attisent tout autant les antagonismes. Le ressentiment des populations de la côte contre les Ibo de l'arrière-pays, qu'elles vendaient autrefois comme esclaves et qui sont désormais devenus de brillants hommes d'affaires, vient pour beaucoup de là. Autant la réussite des Urhobo est un affront pour des Itsekiri très tôt évangélisés, autant celle des Ibo, troisième groupe ethnique du Nigeria, pose un terrible danger pour les minorités côtières qui n'avaient pas saisi toutes les opportunités de la colonisation pour monter dans le train de la modernisation, à commencer par les Ijaw et les Ogoni, qui sont justement aujourd'hui les plus remontés contre les compagnies pétrolières.

Touchés par un fort taux de chômage, les paysans ogoni se plaignent ainsi d'être victimes de discrimination économique et d'être menacés d'extinction culturelle car leur langue perd du terrain. Leurs seules écoles supérieures sont le lycée polytechnique de Bori, achevé en 1987, et la Birabi Memorial Grammar School, établie dans les années 1930 avec le soutien de Paul Birabi, leur premier député et le premier Ogoni à avoir reçu une éducation universitaire en Occident (17). A l'Indépendance, les Ogoni apparaissent comme une communauté arriérée, alors que les Ibo sont en train de gagner du terrain au niveau régional et national.

En conséquence, les Ogoni votent par opposition au NCNC (National Council for Nigeria and the Cameroons) de Nnamdi Azikiwe, qui est perçu comme un parti ibo. En 1957 par exemple, ils accordent plutôt leurs suffrages aux Yoruba de l'Action Group (18). Même leurs élus NCNC soutiennent l'idée de créer un Etat des Rivers pour se débarrasser de la mainmise du gouvernement de la région Est, qui est dominé par des Ibo. Pendant la guerre du Biafra, qui est menée par des Ibo et qui aurait fait 100 000 morts dans les Rivers, les Ogoni n'adhèrent pas plus à l'idée d'une sécession qui les couperait du soutien de leurs alliés au sein du pouvoir central. Suspectés de sympathies fédérales, ils sont parqués dans des camps de concentration à Obike et Imerienwe avant d'être relâchés en septembre 1968. Entre mai et août 1968, 4 000 seraient morts et beaucoup sont enrôlés de force dans l'armée biafraise. En tout, la guerre aurait coûté la vie à 30 000 Ogoni, soit plus de 10 % d'un groupe qui comptait 231 000 membres au recensement de 1963 (19) !

Un tel ressentiment vaut aussi pour les pêcheurs ijaw, qui se plaignent de l'immigration ibo dans les Rivers, de la discrimination dont ils sont l'objet et de la monopolisation de la fonction publique, des bourses d'études et des contrats par les partis des ethnies majoritaires au pouvoir dans chaque région. Les

(17) *Tell* (Lagos), 31 janvier 1994, p. 10-20 et 8 février 1993, p. 28-33 ; G.N. Loolo, « Timothy Naakuu Paul Birabi of Ogoni », in : T.N. Tamuno et E.J. Alagoa (ed.), *Eminent Nigerians of the Rivers State*, Heinemann, Ibadan, 1980, p. 125-134 ; G.N. Loolo, *A History of the Ogoni*, Port Harcourt, 1981.

(18) K. Saro-Wiwa, *op. cit.*, 1989, p. 45.

(19) Ken Saro-Wiwa, *Genocide in Nigeria : The Ogoni Tragedy*, Saros, Port Harcourt, 1992, p. 32, 43 et 237.

Ijaw préférèrent un pouvoi
Ces minorités, fait remar
opposées à la domination
à la domination haoussa-

De

Ceci explique pareilleme
Midwest, centrée sur la
parvient dans un premier
sur les politiciens du NC
autant les premiers échap
sur leurs irrégularités qua
autant les seconds ont, p

Ma
plus en plus mal les ex
troupes fédérales reprènn
proclamation d'indépen
République de Benin ave
République, le Yoruba V
frais pour « sabotage », c
sacrées lors de la retraite

Tra
pour les partis du Nord,
Ijaw, le Niger Delta Con
Alliance du Northern Pe
du Sud comme le Nigeri
importants, le Dynamic
James Otoba et Apostle
dominante ijaw en 1966,
rale de l'unité du Nigeria
non plus sa sympathie p

Mé
biographie d'Addo VIII,
de 83 ressortissants du
1966, organisation du ret
ture de 80 pirogues et de
rivière Imo en 1968 (24)
expliquer la crise du Bial
unies à New York est c

(20) De la même façon, les Its
Midwest sous la coupe des Edo
1965 sur des rumeurs d'assassin
in Nigeria : The Willink Report
(21) Raph Uwechie, *Reflections*
in : E.J. Alagoa et T.N. Tamuno
Harcourt, 1989, p. 154.

(22) S.E. Orobator, « The Biafi
p. 367-383.

(23) Major Isaac Jasper Adaka E
p. 55-56.

(24) Charles Ogan, *Unity of a l*
Harcourt, 1988, p. 62.

Ijaw préfèrent un pouvoir fédéral éloigné à une domination régionale biafraise (20). Ces minorités, fait remarquer un témoin qui a vécu les événements, « ont autant été opposées à la domination de la majorité ibo que les Ibo eux-mêmes étaient opposés à la domination haoussa-peule de la région Nord » (21).

Déconvenues ibo et vote ijaw

Ceci explique pareillement les déconvenues des sécessionnistes ibo dans la région du Midwest, centrée sur la ville de Benin et peuplée d'Edo (22). Si l'armée biafraise parvient dans un premier temps à s'emparer du territoire, c'est qu'elle peut compter sur les politiciens du NCNC et une majorité d'officiers ibo dans l'armée sur place ; autant les premiers échappent ainsi aux enquêtes fédérales de la commission Begho sur leurs irrégularités quand ils étaient au pouvoir dans le gouvernement de la région, autant les seconds ont, pour beaucoup, été éduqués ensemble au collège d'Ughelli.

Mais les succès biafrais ne durent pas car les Edo ressentent de plus en plus mal les exactions d'une armée d'occupation. Le jour même où les troupes fédérales reprennent la ville de Benin, ils ne sont pas plus convaincus par la proclamation d'indépendance, le 20 septembre 1967 à Asaba en pays ibo, d'une République de Benin avec pour capitale Agbor. L'éphémère leader militaire de cette République, le Yoruba Victor Adebukunola Banjo, est d'ailleurs exécuté par les Biafrais pour « sabotage », de même que les populations non ibo de la région sont massacrées lors de la retraite des rebelles.

Traditionnellement, les Ijaw de la côte, eux, votaient plutôt pour les partis du Nord, au pouvoir à Lagos. Fondé par Harold Dappa Biriye, un Ijaw, le Niger Delta Congress (NDC) a ainsi rejoint, en 1964, la Nigerian National Alliance du Northern People's Congress d'Ahmadu Bello avec les partis dissidents du Sud comme le Nigerian National Democratic Party de Samuel Akintola et, moins importants, le Dynamic Party de Chike Obi ou le Midwest Democratic Front de James Otoha et Apostle Edokpolor. Leader d'une éphémère République du Delta à dominante ijaw en 1966, Isaac Boro, que l'on retrouve ensuite sous la bannière fédérale de l'unité du Nigeria avant qu'il ne meure au combat en avril 1968, ne cache pas non plus sa sympathie pour les partis du Nord (23).

Même les autorités traditionnelles des Ijaw sont de cet avis. La biographie d'Addo VIII, roi des Okrika, cite de « hauts faits d'armes » : sauvetage de 83 ressortissants du Nord menacés par des Ibo après les pogroms de Kano en 1966, organisation du retour de 700 conscrits engagés dans l'armée biafraise, fourniture de 80 pirogues et de 403 rameurs pour aider les troupes fédérales à franchir la rivière Imo en 1968 (24)... En juin 1967, la première délégation nigériane envoyée expliquer la crise du Biafra pour le compte des « fédéraux » à la tribune des Nations unies à New York est composée de cinq personnalités, dont trois sont issues des

(20) De la même façon, les Itsekiri de Warri s'étaient opposés, en 1963, à la formation d'une région du Midwest sous la coupe des Edo de Benin City, à tel point que la commission Owegbe avait dû enquêter en 1965 sur des rumeurs d'assassinat contre les représentants des autorités. Cf. R.T. Akinyele, « States Creation in Nigeria : The Willink Report in Retrospect », *African Studies Review*, vol. 39, n° 2, septembre 1996, p. 83.

(21) Raph Uwechie, *Reflections on the Nigerian Civil War*, OITH International Publishers, Londres, 1969, cité in : E.J. Alagoa et T.N. Tamuno, *Land and People of Nigeria, Rivers State*, Riverside Communications, Port Harcourt, 1989, p. 154.

(22) S.E. Orobator, « The Biafran Crisis and the MidWest », *African Affairs*, vol. 86, n° 344, juin 1987, p. 367-383.

(23) Major Isaac Jasper Adaka Boro, *The Twelve-Day Revolution*, Idodo Umeh Publishers, Benin City, 1982, p. 55-56.

(24) Charles Ogan, *Unity of a People : Search for Peace in Okrika, Rivers State, Nigeria*, C. Ogan, Port Harcourt, 1988, p. 62.

minorités du delta : Anthony Enahoro pour le Midwest, Michael Ani pour le South-Eastern State et Harold Dappa Biriye pour les Rivers. Ce dernier raconte que faire partie du Biafra « aurait été un enfer. Les Ibo ont toujours eu des ambitions territoriales. Qui s'y oppose est aussitôt classé d'anti-ibo. Ce sont des prédateurs. Sous prétexte de faire du commerce, ils envahissent les autres et les mangent » (25) !

Discours et réalités communautaires

Les différentiels de développement et les luttes sociales qu'ils peuvent entraîner prennent ainsi très vite la forme de rivalités ethniques. Si le combat contre les compagnies pétrolières traduit une demande de développement, les discours communautaires sont les plus à même de mobiliser les autochtones. En conséquence, il est facile pour les multinationales de réduire les affrontements à une dimension tribale, thèse à laquelle s'opposent bien sûr ceux qui, justement, ont su instrumentaliser la question ethnique. Ken Saro-Wiwa n'a eu de cesse de dénoncer les implications de Shell dans la répression militaire contre les Ogoni. La protestation a dégénéré en mettant aux prises les Ogoni avec leurs voisins les Andoni (ou Obolo) à partir de juillet 1993.

Dans sa hâte à vouloir accuser les militaires et les multinationales, Saro-Wiwa a voulu dénier toute responsabilité aux communautés en lice. D'après lui, rien n'opposait les Ogoni aux Andoni, ce qui était oublier un peu vite les heurts de décembre 1973 au cours desquels ils s'étaient confrontés à propos de droits de pêche et d'accès à la terre (26). Historiquement, les Ogoni n'avaient en réalité jamais entretenu de très bons rapports avec les Andoni, qui constituaient un de ces petits Etats-marchands typiques de la région pendant la traite des esclaves. Les Ogoni s'entendaient mieux avec les Ibani de Bonny, de qui ils étaient séparés par les Andoni et que ces derniers ont combattu au XVII^e siècle sous l'égide de leur roi Nna Biget (27).

Il est certes indéniable que l'enjeu pétrolier a catalysé les litiges locaux et que des compagnies comme Shell ont pu armer les militaires ou les policiers chargés de la répression, quitte à ce que les armes soient ensuite redistribuées aux communautés susceptibles de mener une « guerre par procuration » pour le compte de leurs alliés politiques au pouvoir. Mais il n'est pas possible de passer sous silence les dynamiques locales qui travaillent de l'intérieur les communautés en compétition pour le pactole pétrolier. Ainsi, les Ogoni sont loin de constituer une communauté homogène.

De même que les Andoni sont divisés en deux principaux clans, les Ngo à l'ouest et les Nyeada à l'est, les Ogoni rassemblent des lignages Nyo Khana, Ken Khana, Gokana, Ogoi, Babbe, Tai et Eleme. Régentés par des chefs (*gbenemene*), ils n'ont pendant longtemps développé aucune identité pan-ogoni. Jusqu'en 1930, les divisions administratives du colonisateur ont fait dépendre les Eleme des Ekpeye d'Ahoada et les autres clans ogoni des Andoni d'Opobo. Les Ijaw, qui ont pris le relais des Ogoni contre les compagnies pétrolières, comprennent pareillement des Kalabari, des Bille, des Okrika, des Ibani, des Nkoro, des Nembe, des Akassa, des Izon, des Biseni-Okordia et des Oruma. Les tensions entre ces clans peuvent être fortes, à l'instar des Kalabari avec les Degema ou les Nembe, ces derniers reprochant aux premiers d'avoir indûment étendu à leur profit les frontières d'une collectivité locale riche en pétrole (28). Les clivages descendent au niveau le

plus fin, celui des lignages, celui de la « nation izon », de la « nation diama », les Tarakiri, les Kolokuma, les Gbanrain, Iduwini autour de Yena

Isolées les unes des autres dans une mosaïque ethnique dom

« l'ancien sénateur Francis de culture potentielle ne se comprend pas d'emprunts de vocabulaire lité de la plupart des d'Ibo, plutôt que de l'Ij. d'ailleurs Ibo tandis que les Ndoni en sont très prégation des esclaves Ibo lations du delta. Il n'est d'Etats négriers, comme pays kalabari. A tel point organisant des patrouilles leur identité avec un acc

En termes d'anthropologie peu à des autorités centrales. Quand la région passe sous toutes façons déportés Ibanichuka à Okrika et Nembe. Dès avant le roi 1897, William Dapper Procuration indirecte (*indirect*) chefs susceptibles de re gouvernement, appelés comme l'*oba* des Ogbas l'*onno-eh-eleme* des Ele Nembe, les Amachree de Opobo, elles perdent leur colonisateur, ne peuvent

(25) Communication personnelle.

(26) *The Guardian* (Lagos), 12 octobre 1993, p. 8.

(27) N.C. Ejituwu, « Nna Biget of Obolo », in : T.N. Tamuno et E.J. Alagoa, *op. cit.*, 1980, p. 15-26 ; N.C. Ejituwu, *A History of Obolo (Andoni) in the Niger Delta*, Manson-University of Port Harcourt Press, Oron, 1991, 314 p. ; S. Eneyo, *The Andoni Monarchy*, Riverside Communications, Port Harcourt, 1991, 188 p.

(28) Cf. O.G. Iwo, *A Social History of Degema*, Don Sun Communications, Port Harcourt, 1991, 145 p.

(29) Communication personnelle.

(30) Hans Wölff, « Language, E

Ethnic Relations in Nigeria, Uni

(31) Elizabeth Isichei, *A History*

(32) David Northrup, *Trade Wit*

Clarendon Press, Oxford, 1978.

plus fin, celui des lignages, et ont par exemple déchiré les Okrika en 1961 ou morcelé la « nation izon » en divers groupes comme les Bumo, les Oporoma, les Olo-diana, les Tarakiri, les Basan, les Apoi, les Ikibiri, les Ogboin, les Ekpetiama, les Kolokuma, les Gbanrain, les Kabou, les Tungbo, les Oiyakiri, les Kumbo Mein et les Iduwini autour de Yenagoa et Sagbama.

● La force des tensions internes

Isolées les unes des autres, les criques du delta constituent en effet une sorte de mosaïque ethnique dominée par les Ijaw (ou Ijo) de la côte (carte 2).

« Avec plus de trois millions d'habitants, nous disait ainsi l'ancien sénateur Francis Ellah, l'Etat des Rivers est un véritable puzzle, un bouillon de culture potentiellement conflictuel » (29). La difficulté est que, le plus souvent, on ne se comprend pas d'un village à l'autre, situation qui n'exclut certes pas les emprunts de vocabulaire et une tendance au nivellement des langues. L'inintelligibilité de la plupart des dialectes entre eux favorise l'apprentissage du pidgin ou de l'ibo, plutôt que de l'ijaw (30). Au nord, certains groupes comme les Ndoki sont d'ailleurs ibo tandis que les Ekpeye, les Ogbah, les Ikwerre, les Etche, les Egbema et les Ndoni en sont très proches d'un point de vue linguistique. Historiquement, l'intégration des esclaves ibo explique aujourd'hui le bilinguisme de la plupart des populations du delta. Il n'est pas rare que ces esclaves soient parvenus à prendre la tête d'Etats négriers, comme Oko Jumbo à Bonny, Jaja à Opobo ou George Amachree en pays kalabari. A tel point qu'à l'époque, la société *koronogbo* des Kalabari a réagi en organisant des patrouilles de nuit pour arrêter les passants et tuer ceux qui déclinaient leur identité avec un accent étranger (31) !

Des chefs peu représentatifs

En termes d'anthropologie politique, les populations du delta du Niger répondaient peu à des autorités centralisées, ce qui explique la dispersion des luttes à venir (32). Quand la région passe sous protectorat britannique en 1884, les chefs rebelles sont de toutes façons déportés, tels Jaja à Opobo en 1887, Nana à Warri en 1894 et Ibanichuka à Okrika en 1896, ou déposés, tel Frederick William Koko chez les Nembe. Dès avant le roi Kosoko à Lagos, en 1861, et l'oba Overamwen à Benin, en 1897, William Dapper Pepple avait aussi été renversé à Bonny dès 1854. L'administration indirecte (*indirect rule*) des Britanniques a alors bien du mal à trouver des chefs susceptibles de relayer et de consolider son autorité. Les organes locaux de gouvernement, appelés *native authorities*, doivent parfois promouvoir des notables comme l'oba des Ogbah, l'owema des Abuan, l'eze *ekpeye-logbo* des Ekpeye ou l'onne-eh-eleme des Eleme. Quant aux dynasties plus solides comme les Mingi de Nembe, les Amachree de Kalabari, les Pepple de Bonny et les successeurs de Jaja à Opobo, elles perdent leur indépendance économique et, désormais rémunérées par le colonisateur, ne peuvent plus percevoir des droits de douane (*comey*).

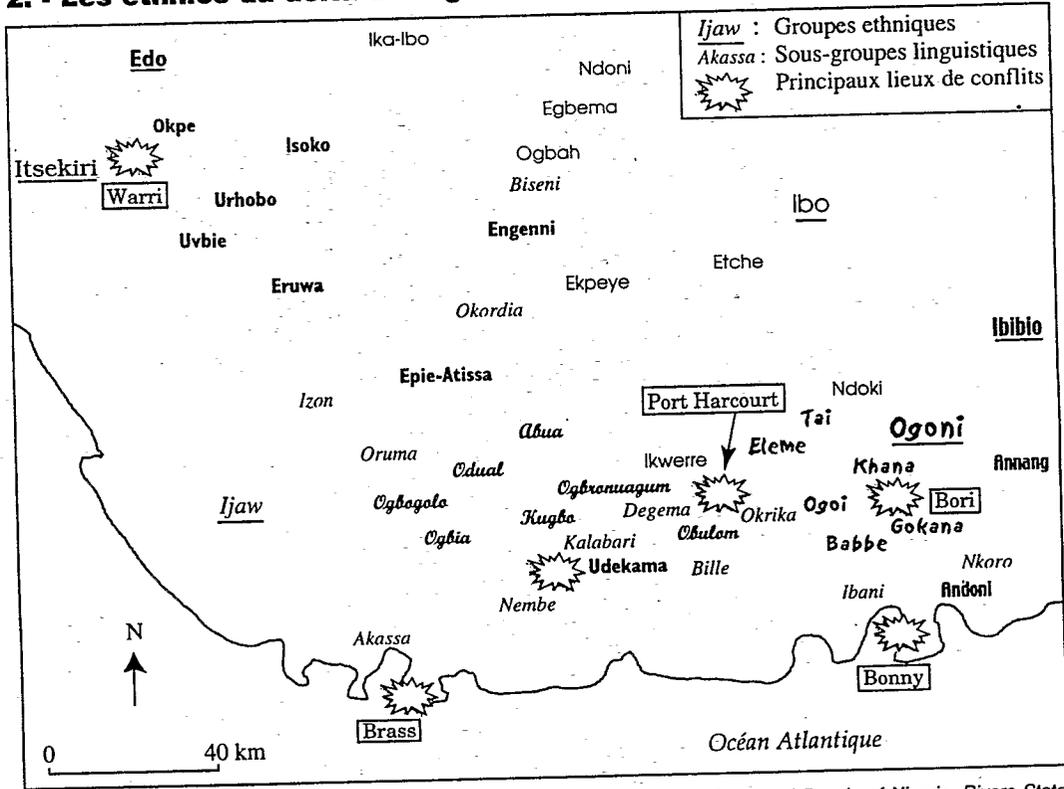
(29) Communication personnelle.

(30) Hans Wolff, « Language, Ethnic Identity and Social Change in Southern Nigeria », in : A.O. Sanda (ed.), *Ethnic Relations in Nigeria*, University of Ibadan, Ibadan, 1976, p. 52-60.

(31) Elizabeth Isichei, *A History of Nigeria*, Longman, New York, 1983, p. 167.

(32) David Northrup, *Trade Without Rulers : Pre-Colonial Economic Development in South-Eastern Nigeria*, Clarendon Press, Oxford, 1978.

2. - Les ethnies du delta du Niger



Source : M.-A. Pérouse de Montclos (IRD), d'après E.J. Alagoa et T.N. Tamuno, *Land and People of Nigeria, Rivers State*, Riverside Communications, Port Harcourt, 1989, p. 49 ; E.J. Alagoa, F.N. Anozie et N. Nzewunwa, *The Early History of the Niger Delta*, Helmut Buske Verlag, Hamburg, 1988, p. 71.

conservateurs et fort corré-
 négociateur des arrangements
 l'exploitation des gisements
 longtemps tenus par des
 communication, mais bien
 notables ; leur mission étai-
 locales et non de traiter l'
 l'homme. Depuis lors, ce
 gement dépassés par des
 National Congress de C
 diverses communautés ija-
 rations ont pu dégénérer
 village d'Ugborodo aux c
 Il e
 leurs viables pour discuti-
 cations incapables de fo-
 veau. Des les années 19
 Rivers, un Okrika, dépla-
 Dappa Biriyé partageait s
 étaient superficielles et l
 déchirèrent puis disparat-
 solides avaient bien des c

Le
 II est vrai aussi que le dé-
 entre ces communautés. I
 l'Akwa Ibom, du Delta,
 River. Concentrés dans l'
 communautés comme les Ur
 Udekama dans les Rive
 Mamman Nasir, a entrepi-
 des Rivers y a, par exem
 Ndoni, Nkoro, Egbema e
 long de la rivière Imo. La
 de l'Etat des Rivers alors
 et qu'ils ont des affinités
 l'Akwa Ibom (35).

Te
 au
 La formation en 1967 d'un
 internes. Son histoire est l

(33) E.D. Wolsley, Discours à l'
 Port Harcourt, 13 août 1949 et l'
 (34) Communication personnelle.
 (35) *Daily Times* (Lagos), 1^{er} d.
 18 décembre 1990, p. 3 ; *Sunday*
Star (Enugu), 22 décembre 1976,
and Borderlands in Nigeria, Univ

Autrement dit, c'est avec des chefs peu représentatifs, plutôt conservateurs et fort corrompus que les compagnies pétrolières ont d'abord essayé de négocier des arrangements à l'amiable pour compenser les dégâts provoqués par l'exploitation des gisements. Leurs bureaux de relations publiques ont d'ailleurs été longtemps tenus par des chefs traditionnels tout à fait incompetents en matière de communication, mais bien introduits dans les cercles de pouvoir et les réseaux de notables ; leur mission était de gérer les intérêts de la firme vis-à-vis des populations locales et non de traiter avec la presse occidentale ou les organisations de droits de l'homme. Depuis lors, ces chefs ont encore plus perdu de leur influence et sont largement dépassés par des mouvements de jeunes très agressifs. Fondé en 1991, l'Izon National Congress de Chef F.J. Williams n'a ainsi pas réussi à chapeauter les diverses communautés ijaw et à canaliser leurs revendications. Les clivages de générations ont pu dégénérer au point que des jeunes ont enlevé et décapité un chef du village d'Ugborodo aux environs de Warri en juin 1999.

Il est donc très difficile aujourd'hui de trouver des interlocuteurs viables pour discuter ; la protestation est dispersée entre de nombreuses associations incapables de former un front commun. Il est vrai que cela n'est pas nouveau. Dès les années 1940, le second président de la Ligue des peuples ijaw des Rivers, un Okrika, déplorait le peu de solidarité de ses congénères (33). Harold Dappa Biriye partageait son opinion. « Les associations volontaires dans les Rivers étaient superficielles et fragiles, nous expliquait-il. Elles manquaient de chefs, se déchiraient puis disparaissaient très vite, minées par des querelles intestines. Les plus solides avaient bien des difficultés à durer plus d'un an » (34).

Les effets du découpage fédéral

Il est vrai aussi que le découpage des Etats fédérés ne facilite pas la communication entre ces communautés. Des peuples comme les Ijaw sont dispersés entre les Etats de l'Akwa Ibom, du Delta, d'Edo, des Rivers, de Bayelsa, de l'Ondo et de la Cross River. Concentrés dans l'Etat qui porte leur nom, les Edo, eux, comptent des communautés comme les Urhobo dans le Delta ou les Epie-Atissa, les Engenni et les Udekama dans les Rivers. Lorsque la commission fédérale, menée par le juge Mamman Nasir, a entrepris de rectifier les frontières administratives en 1976, l'Etat des Rivers y a, par exemple, gagné les territoires à peuplement ijaw de Sagbama, Ndoni, Nkoro, Egbema et Oyigbo, ainsi que certaines parties de Ndoki et Opobo le long de la rivière Imo. La plupart des Andoni se sont retrouvés arbitrairement du côté de l'Etat des Rivers alors qu'ils faisaient auparavant partie de celui de la Cross River et qu'ils ont des affinités culturelles et linguistiques avec les Ibibio et les Annang de l'Akwa Ibom (35).

Tentatives d'organisation au pays des « Rivers »

La formation en 1967 d'un Etat des Rivers témoigne particulièrement des dissensions internes. Son histoire est longue et complexe.

(33) E.D. Wolsley, Discours à l'assemblée générale de l'Ijaw Rivers Peoples' League, Enitonna High School, Port Harcourt, 13 août 1949 et 10 octobre 1949.

(34) Communication personnelle.

(35) *Daily Times* (Lagos), 1^{er} décembre 1973, p. 1, 24 décembre 1973, p. 5, 18 décembre 1976, p. 2 et 18 décembre 1990, p. 3 ; *Sunday Observer* (Benin), 5 décembre 1976, p. 5 et 21 janvier 1979, p. 17 ; *Daily Star* (Enugu), 22 décembre 1976, p. 1. Cités in : A. Oye Cukwurah, *Management of Inter-State Boundaries and Borderlands in Nigeria*, University of Cross River State, Uyo, 1991, p. 52-53.

ciation culturelle assez large. Elle ne jouait aucun rôle partisan ou syndical mais avait des objectifs politiques. Le premier était de fonder un Etat des Rivers, car le projet d'une région pour Calabar, Ogoja et les Rivers n'était qu'un slogan creux de l'Action Group et les Ibo du NCNC qui prétendaient nous soutenir étaient des hypocrites. Le second objectif était de valider les traités de la colonisation par une loi régionale, notamment en ce qui concernait les subventions gouvernementales qui avaient remplacé les droits de douane d'antan, expression de la souveraineté des populations de la côte. Ces traités n'avaient pas cédé de territoires au colonisateur, à la différence de ce qui s'était passé à Lagos en 1861 » (39).

Les Ikwerre, les Ekpeye et les Ndoni, proches des Ibo, ne se dissocient pas moins de ce mouvement. Devant la commission Willink à Port Harcourt, le revirement du chef ikwerre des Diobu est d'ailleurs suspect et laisse à penser que le personnage a été soudoyé. Alors que le jour précédent il s'était déclaré favorable à un Etat des Rivers, il insiste soudain sur l'appartenance des Ikwerre à l'Union de l'Etat Ibo et prétend que l'inclusion de la division Ijaw-Ouest dans la province reléguerait son clan au rang de minorité secondaire.

De l'indépendance à la lutte armée

Le refus de la commission Willink d'accorder des Etats aux minorités n'entame en rien la détermination des Ijaw, renforcée par la découverte de gisements pétroliers prometteurs. Dans l'effervescence nationaliste des années 1950 et 1960, on peut distinguer trois courants. Les deux premiers, le mouvement COR (Calabar-Ogoja-Rivers) et le parti de Chef Harold Dappa Biriye, le NDC (Niger Delta Congress), agissent dans le cadre de la loi. Le troisième, l'éphémère République du Delta fondée par Isaac Boro, est insurrectionnel.

Alors que les élus NCNC de la province se disent favorables à un Etat des Rivers, l'Action Group d'Obafemi Awolowo et l'United National Independence Party d'Eyo Ita appuient plutôt l'idée d'une administration commune aux trois provinces de Calabar, d'Ogoja et des Rivers (40). Malgré le soutien des Kalabari de Degema, cet Etat COR a peu de partisans dans les Rivers. Les autochtones considèrent qu'ils n'y seraient toujours qu'une minorité et ne ressentent aucune affinité culturelle avec les Ibibio ou les Efik de Calabar (41).

Formé en mars 1957, le NDC, lui, est l'aile politique du Congrès de l'Etat des Rivers. Il défend le statut spécial de la région accordé par la commission Willink avec le Niger Delta Development Board dans les divisions de Brass, Degema, Ogoni et Ijaw-Ouest. Aux élections de décembre 1959, il a un élu en la personne de Melford Okilo, député de Brass à Lagos. Mais en 1963, il perd son unique siège au niveau fédéral. Le gouvernement NCNC de la région Est contrecarre systématiquement ses actions en manipulant les notables du Congrès de l'Etat des Rivers, qui sont réunis dans une assemblée des chefs traditionnels. La réorganisation administrative de 1959 divise les cinq provinces en douze unités, dont trois pour les Rivers : Degema, Port Harcourt et Yenagoa. Il s'agit encore une fois de diviser pour

**Afrique
contemporaine**
N° 190
2^e trimestre 1999

études

33

(39) Cf. la loi du 1^{er} juillet 1955. in : Cecil Geraint Ames, *The Laws of Eastern Nigeria*, Government Printer, Enugu, 1964, vol. 1, chap. 23, p. 291-295.

(40) L'implantation du parti d'Awolowo est diffuse, avec un parlementaire (Wenike Briggs) à Abonnama, une femme (Rachel J. Brown) à la tête d'un « mouvement patriotique de Bonny », un notable (B.J.B Merriwell Spiff) à Nembe et un conseiller municipal (J.E. Elen) à Ahoada.

(41) Notons cependant que les préparatifs de la constituante en 1994 voient ressortir le vieux projet d'un Etat qui rassemblerait les minorités du Sud (actuels Akwa Ibom, Rivers, Cross River, Edo, Bayelsa et Delta) afin de diviser le pays en huit parts, avec un système de rotation de la présidence (*African Concord*, Lagos, 14 mars 1994, p. 30-31).

régner, à l'instar des Britanniques, spécialistes en la matière. Les divisions Ijaw-Ouest et Opobo sont écartées de la province des Rivers.

En septembre 1966, profitant de la chute du gouvernement Ironsi à dominante ibo, le lobby des Rivers envoie alors au général Gowon, qui vient de prendre le pouvoir, un mémorandum dans lequel il est réclamé l'élargissement des responsabilités politiques et économiques du Niger Delta Development Board, ainsi que le découpage de la fédération en douze ou vingt-quatre unités (42). « Tant que les lointains administrateurs du pouvoir central auront entre les mains un chèque en blanc et pourront redistribuer les ressources nationales en ne favorisant que leurs tribus, il n'y aura pas de paix publique au Nigeria », dit le mémorandum, qui argue que l'existence d'un Etat des Rivers, avec près de deux millions d'habitants, ne menacerait en rien la stabilité du pays car aucun de ses groupes ethniques ne serait capable de dominer les autres.

Accessoirement, le lobby demande l'envoi d'un contingent militaire britannique pour discipliner l'armée nigérienne. Mais avant même la guerre du Biafra, un petit groupe de soldats a déjà choisi une autre voie. Les douze jours de la République des peuples du Delta, proclamée en février 1966 par le major Isaac Boro, sont clairement une entreprise mono-ethnique ijaw. Celui-ci essaie de tirer profit des déconvenues électorales du NDC et de la discrimination dont les Ijaw sont l'objet, avec seulement 4 députés sur 110 et 2 sur 58 aux assemblées régionales d'Enugu et de Benin City (43). L'hostilité de l'Est et du Centre-Ouest à la création d'une région du Delta ainsi que les demandes concurrentes de la Middle Belt ne permettent pas d'espérer quelque succès par la voie parlementaire.

Aussi Boro prend-il le chemin des armes et fonde une organisation clandestine, Integral WXYZ, avec W pour le département des syndicats, X pour celui de l'éducation politique, Y pour celui du pétrole et Z pour celui de l'insurrection militaire, baptisée opération zéro. « Si nous n'avons pas bougé à cette époque, nous nous condamnons à un esclavage perpétuel », déclare le jeune « boy-scout », qui va en vain au Ghana demander de l'aide auprès d'une ambassade étrangère (44).

Profitant de ses accointances dans la police, dont il a fait partie, Boro lance son mouvement armé avec quelques hommes du Niger Delta Volunteer Service, dont les militants ijaw ont aujourd'hui repris le nom pour former une milice et combattre les compagnies pétrolières. Le soulèvement, qui ne rencontre guère de soutien sur le terrain, est facilement écrasé par l'armée ; l'année suivante, le général Gowon croit d'ailleurs à tort pouvoir en faire autant avec la sécession biafraise. Boro est condamné à mort, sa peine est commuée en emprisonnement à vie et il est finalement gracié en août 1967. Le geste est destiné à rallier les populations de la côte à la cause fédérale et, en souvenir, le principal jardin public au cœur de Port Harcourt porte le nom de ce rebelle en armes en qui on a bien voulu voir *a posteriori* un héraut ijaw à défaut d'un héros.

La guerre du Biafra

La guerre du Biafra marque une étape funeste dans la création de l'Etat des Rivers, dont la reconnaissance, entachée d'un fort sentiment anti-ibo, n'est accordée que

(42) K. Saro-Wiwa, *op. cit.*, 1989, p. 257-266.

(43) Major I.J.A. Boro, *op. cit.*, 1982, p. 68-69.

(44) Un rapport secret du jeune *brigadier* Mamman Jiya Vatsa, celui-là même que le général Ibrahim Babangida a fait passer par les armes en 1986, mentionne l'ambassade de Cuba à Accra après une rencontre infructueuse avec des diplomates russes au Nigeria en mai 1965. Cf. M.J. Vatsa, *Symposium à la caserne d'Ikeja*, Lagos, polycop., 18 juin 1979 ; Major I.J.A. Boro, *op. cit.*, 1982, p. 94.

sous la pression des évènements toutes les options restent un « cadeau » du gouvernement par défaut, d'une résistance des Biafrais. De leur côté de la côte aux troupes fédérales Kurubo, un homme des troupes URSS, donne de l'argent aux seuls à faire les frais de la politique du ministre de l'Etat des Rivers, fédéraliste du fait de sa région assimilés aux Ibo, qu'ils

contrainte externe que d'ailleurs ont pas moins joué un rôle important Ibom (46). Pour Harold Rivers qui, en créant la République de l'Etat. Celui-ci est le projet de Isaac Boro ». La filiation du gouverneur élu des Rivers, des ambitions rivales en attendant du NDC et donc de plus tard, celui du NPN (National Party) à dominante ibo.

Ce marquage ethnique i fait des faits et les Ibo écoulés ont tout le loisir de renouer avec Boro en 1966, les Ijaw de la République du Delta du Nigeria aurait été signé entre les mains de l'Indépendance (47). Il n'avait pas bénéficié de la sécession. La rumeur de la sécession de Galle en 1990 et de la

En 1991, le général-président de l'Etat des Rivers. Les Ijaw de la République du Delta du Nigeria tel partage reviendrait en fait tandis que les Ikwerre souhaitent pas moins constituer une région géographique comme Ni-

(45) K. Saro-Wiwa, *op. cit.*, 1989, p. 257-266.

(46) Udo Udoma, *The Story of the Biafran War*, Lagos, 1970, p. 100.

(47) Opubo Daminabo, « Echoes of Biafra », Lagos, 1970, p. 100.

sous la pression des événements. A l'heure du grand marchandage fédéral, alors que toutes les options restent encore ouvertes début mai 1967, la création de cet Etat est un « cadeau » du gouvernement Gowon en échange d'un soutien politique ou, à défaut, d'une résistance passive plus que d'un véritable engagement militaire contre les Biafrais. De leur côté, les Ibo considèrent le ralliement précoce des populations de la côte aux troupes fédérales comme un sabotage. La défection du colonel George Kurubo, un homme des Rivers qui passe du côté fédéral et devient ambassadeur en URSS, donne de l'argument aux Biafrais (45). Les Ogoni et les Ijaw ne sont pas les seuls à faire les frais de la colère des Ibo. L'écrivain ikwerre Elechi Amadi, futur ministre de l'Etat des Rivers, est emprisonné sur simple présomption, suspect d'être fédéraliste du fait de son origine ethnique. Les Ikwerre ont toujours refusé d'être assimilés aux Ibo, qu'ils appellent *Isoma* et dont ils parlent pourtant la langue.

Ainsi, la création de l'Etat des Rivers résulte plus d'une contrainte externe que du succès des organisations locales. Les unions tribales n'en ont pas moins joué un rôle important, à l'instar de celles des Ibibio dans l'Akwa Ibom (46). Pour Harold Dappa Biriye, « c'est bien la Ligue des peuples ijaw des Rivers qui, en créant la province des Rivers, peut revendiquer la paternité de l'actuel Etat. Celui-ci est le produit d'un processus constitutionnel, pas du terrorisme d'un Isaac Boro ». La filiation est directe entre Chef Harold Dappa Biriye et le premier gouverneur élu des Rivers, Chef Melford Okilo en 1979. Malgré des dissensions et des ambitions rivales entre les deux hommes, Melford Okilo a été, en 1959, le candidat du NDC et donc de la Conférence des chefs des Rivers avant d'être, vingt ans plus tard, celui du NPN (National Party of Nigeria) contre un NPP (Nigeria People's Party) à dominante ibo.

Afrique
contemporaine
N° 190
2^e trimestre 1999

études

35

● La demande de nouveaux Etats

Ce marquage ethnique influence bien sûr la suite des événements. Une fois les Biafrais défaits et les Ibo écartés du pouvoir sur la côte, les rancœurs internes aux Rivers ont tout le loisir de remonter à la surface. Sur les traces de l'insurrection d'Isaac Boro en 1966, les Ijaw ne renoncent jamais complètement à leur rêve d'une République du Delta du Niger. En témoigne la rumeur citant un traité imaginaire qui aurait été signé entre les chefs des Rivers et le gouvernement britannique juste avant l'Indépendance (47). Il aurait alors été prévu que si au bout de trente ans la région n'avait pas bénéficié équitablement de ses revenus du pétrole, elle aurait droit de faire sécession. La rumeur se fonde sur les visites effectives au Nigeria du prince de Galles en 1990 et de la reine Elizabeth II elle-même, mais en 1955 !

La relance d'une dynamique de fragmentation

En 1991, le général-président Ibrahim Babangida relance la dynamique de la création d'Etats. Les Ijaw de la côte demandent une partition suivant un axe nord-sud et les populations de l'arrière-pays suivant un axe est-ouest. Pour bien des observateurs, un tel partage reviendrait en fait à laisser les Ijaw s'entre-déchirer dans un Etat côtier tandis que les Ikwerre s'opposeraient aux Ogoni dans les terres ! Les Ijaw ne souhaitent pas moins constituer une enclave mono-ethnique qui soit porterait un nom géographique comme Niger Delta, soit respecterait la toponymie vernaculaire comme

(45) K. Saro-Wiwa, *op. cit.*, 1989, p. 109.

(46) Udo Udoma, *The Story of the Ibibio Union*, Spectrum, Ibadan, 1987.

(47) Opubo Daminabo, « Echoes of Niger Delta Republic », *The Guardian* (Lagos), 18 septembre 1990.

Toru-ebe ou Izon, soit formerait un acronyme administratif comme ABAYELSA à partir des collectivités locales d'Ahoada, Brass, Yenagoa et Sagbama. Autant les associations locales, tels l'Izon National Congress ou l'Izon National Development and Welfare Organisation, sont évidemment favorables à un nom vernaculaire, autant les autorités cherchent à masquer les discours ethniques et lui préfèrent un acronyme administratif à l'instar de l'ancien Etat du Bendel, qui réunissait les populations de Benin et du Delta (48).

Dans l'arrière-pays, on veut plutôt s'affranchir de la domination des Ijaw et on dénonce le « mariage de raison » que le régime Gowon a imposé en 1967 (49). Les protestataires comprennent essentiellement les ethnies qui ne sont pas ijaw, les Ikwerre, les Ogoni, les Abua, les Odual, les Kugbo, les Ogbia, les Ogbogolo, les Ogbronuagum et les Obulom. Dès 1974, certains ont d'ailleurs prêché pour un Etat de Port Harcourt comprenant Ahoada, le pays ogoni et l'actuelle capitale des Rivers (50). Il n'est pas étonnant de retrouver parmi eux l'écrivain ogoni Ken Saro-Wiwa et un sénateur ikwerre de la II^e République, Francis Ellah.

Ce dernier avait en effet pour projet de fonder des Etats d'après des critères socioculturels, à la réserve que les groupes linguistiques subnationaux auraient été continus géographiquement et qu'aucune unité n'aurait pu être plus grande que toutes les autres réunies (51). Les Haoussa d'un *Bayajida State* imaginaire se seraient retrouvés à égalité, dans un Etat unique et sans commune mesure, avec les Ibo d'un *Nri State* et les Yoruba d'un *Oranyan State*. Dans l'impossibilité de créer autant d'unités qu'il y avait de communautés, certains Etats auraient dû être multi-ethniques, pondérés par un équilibre interne « afin d'empêcher l'institution de majorités permanentes bénéficiant d'un droit de veto ». Aucun des groupes en présence n'aurait été en mesure de dominer les autres, à l'inverse de ce qui s'est passé dans les Rivers, où les Ijaw sont devenus majoritaires après des modifications de frontières administratives en 1976.

La création d'un Etat de Bayelsa

En 1997, c'est en fin de compte un Etat de Bayelsa qui voit le jour sur la base de huit collectivités locales : Brass, Yenagoa, Sagbama, Southern Ijaw, Ogbia, Ekeremor et deux créations, Nembe et Kolokuma-Opokuma (carte 3). Cette décision satisfait les Ijaw de la sous-région, qui se plaignaient de ne bénéficier d'aucune infrastructure industrielle et de ne représenter que 20 % des 41 000 fonctionnaires de l'Etat des Rivers (52). Elle plaît notamment aux habitants de Yenagoa, qui devient la capitale du nouvel Etat.

Mais elle ne résoud pas le problème ijaw, en particulier la revendication sur Ahoada, qui reste exclu de l'Etat de Bayelsa. Ce territoire disputé est sans doute la collectivité locale la plus riche de la fédération au regard de ses ressources en pétrole, qui fournissent un cinquième de la production nationale d'hydrocarbures et un tiers de celle des Rivers (53).

(48) *Daily Times* (Lagos), 25 janvier 1996, p. 16.

(49) K. Saro-Wiwa, *op. cit.*, 1989, p. 247 et 1995, p. 203.

(50) « Movement for the Creation of Port Harcourt State », *Weekend Concord* (Lagos), 21 mars 1992, p. 19-22.

(51) Elu pour le compte du NPP, Ellah démissionna en novembre 1981 parce que sa motion, qui suggérait de limiter le nombre d'Etats à 12, fut repoussée alors que le président NPN du Sénat, Joseph Wayas, en proposait 43. Cf. F.J. Ellah, *Nigeria and States Creation, based on "The Unfinished Motion"*, Chief J.W. Ellah, Sons & Co. Ltd, Port Harcourt, 1983, p. 25.

(52) *The Guardian* (Lagos), 22 octobre 1996.

(53) *Weekend Concord* (Lagos), 21 mars 1992, p. 21 ; *Vanguard* (Lagos), 21 août 1991, p. 17.

En vérité, le processus est interminable. Depuis son indépendance, le Nigeria a connu une fragmentation que les militaires ont encouragée en vue de briser les résistances régionales et de diviser pour mieux régner. Au-delà des attaques plus ou moins violentes contre les multinationales, les autochtones luttent pour obtenir un Etat fédéré ou une collectivité locale. C'est l'objectif affiché des Ijaw qui, en octobre 1998, occupent les stations pétrolières de Nembe et obligent à fermer les terminaux pétroliers de Bonny et Forcados. Dès 1945, les Ogoni, eux, forment une Ogoni Central Union pour avoir, en 1947, une *native authority*, divisée en trois collectivités locales dix ans plus tard. A mesure que les gouvernements locaux sont remaniés à un niveau toujours plus fin, les Ogoni se plaignent de ce que leurs trois collectivités dans les Rivers - Gokana, Khana et Tai-Elleme - ne sont désormais plus en rapport avec leur importance démographique (carte 3). A partir des années 1990, le MOSOP demande carrément une autonomie politique.

Avenir incertain

Cette stratégie, qui prouve surtout la puissance des mobilisations ethniques, peut sembler normale sachant qu'aucune entité administrative n'a su canaliser et satisfaire les besoins des populations. Il n'est d'ailleurs pas évident que le retour des civils au pouvoir redonne quelque légitimité à ces institutions. Pendant la II^e République (civile), les collectivités locales sont restées très dépendantes du pouvoir central. La redistribution statutaire des allocations fédérales se faisait pour un quart à égalité entre toutes les collectivités locales et pour le reste sur une base *per capita*. Très endettés, nombre de conseils locaux étaient en fait déficitaires et requéraient des coups de pouce financiers de dernière heure. Le gouvernement central leur accordait des prêts et des subventions discrétionnaires sur lesquels les Etats fédérés n'avaient en principe aucun droit de regard et qui étaient fonction des budgets concernés ainsi que du poids démographique des populations administrées. En s'adressant directement au pouvoir fédéral et en contournant les Etats, voire en s'y opposant, les collectivités locales renforçaient *de facto* la centralisation du système et voyaient leur marge de manœuvre réduite à la portion congrue.

Que les militants qui combattent les compagnies pétrolières réclament aujourd'hui une administration plus adaptée à leurs besoins est finalement rassurant à certains égards. En effet, la protestation s'insère dans un cadre légal et constitutionnel. La démarche est plus constructive que le sabotage ou la sécession. Cette dernière éventualité n'est certes pas envisageable car les leçons du traumatisme biafrais ont porté leurs fruits : ni les Ogoni ni les Ijaw n'envisagent d'entamer une lutte armée vouée à l'échec face à des militaires tout-puissants. Leur capacité de nuisance n'en est pas moins réelle et elle obligera le régime Obasanjo à repenser le mode de redistribution de la manne pétrolière. Les réflexions à ce sujet devraient par la même occasion concerner l'intégrité du pouvoir central et sa capacité à combattre les détournements de fonds : si le baril de pétrole nigérian est bien coté de par sa qualité, il n'est pas très compétitif car la corruption renchérit d'un dollar supplémentaire son coût de production, qui est de 2,5 dollars...

Plusieurs facteurs doivent des relations de Libreville résulte. De la sorte, on e au Gabon avant de décri Les causes de l'expansio ensuite, puis la question chauffe et les produits fo clivage ville-campagne s' sion, quant à elle, s'attar dent, de la conservation c environnementalistes.

* Université libre de Bruxelles, (cales). Cet article propose un regi Les constats présentés sont le fru DG VIII de l'Union européenne. l d'action forestier tropical), et Ala leur relecture avisée et leurs com anglais original qui est une contri paraître chez Westview Press.

(1) G. Lasserre, *Libreville : la vill*

L
E
O
TI

Au
leu
co
Ce
sul
co
es
ba
étr
est
et
ent
d'u
rytl
sur
cor

